

**Rapport du Président**

Séance Publique du  
vendredi 22 juin 2012

**Service instructeur**  
Direction des Finances

1<sup>ère</sup> **Commission** - N° CG-2012-3-1-3

**Service consulté**

**COMPTE ADMINISTRATIF 2011**

Résumé : L'exercice 2011 du Compte administratif fait apparaître au budget principal (mouvements réels et d'ordre) des dépenses à hauteur de 867,03 M€ et des ressources d'un montant de 912,60 M€ pour obtenir un résultat excédentaire cumulé brut de 45,57 M€.

□

Le niveau d'investissement s'est élevé à 228,4 M€, ce qui correspond à un effort significatif en faveur de l'économie haut-rhinoise. Un emprunt de 70 M€ a été contracté à cet effet.

□

Le volume des dépenses de fonctionnement de 552,83 M€ est en augmentation de 0,85 % avec, notamment, un accroissement des dépenses sociales et particulièrement celles de la Prestation de Compensation du Handicap (+ 14,75 %, + 1,6 M€).

□

Les recettes de fonctionnement de 671,66 M€ sont en augmentation de 4,11 % en raison, entre autres, de l'encaissement de la subvention exceptionnelle accordée par l'Etat de 11,5 M€ dans le cadre du soutien contractualisé avec certains départements.

□

Les recettes d'investissement ont, cette année, connu une diminution de 13,8 % (38,8 M€), due en partie à un recours à l'emprunt en repli de 23 M€ par rapport à 2010.

# SOMMAIRE

## Compte Administratif 2011

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>p. 3</b>
<b>1. LA SITUATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT .....</b>	<b>p. 4</b>
<b>1.1. LES RESSOURCES.....</b>	<b>p. 4</b>
1.1.1. La fiscalité directe et les dotations afférentes .....	p. 5
1.1.2. La fiscalité indirecte .....	p. 6
1.1.3. Les dotations de l'Etat.....	p. 7
1.1.4. Les autres recettes (hors emprunt).....	p. 7
1.1.5. L'emprunt.....	p. 7
<b>1.2. LES DEPENSES .....</b>	<b>p. 8</b>
1.2.1. Les dépenses d'investissement .....	p. 10
1.2.2. Les dépenses de fonctionnement.....	p. 12
1.2.3. La situation des AP.....	p. 16
<b>2. DETERMINATION DU RESULTAT .....</b>	<b>p. 17</b>
<b>2.1. LES RESTES A REALISER.....</b>	<b>p. 17</b>
<b>2.2. LE SOLDE D'EXECUTION.....</b>	<b>p. 17</b>
<b>3. BILAN DE L'EXECUTION BUDGETAIRE .....</b>	<b>p. 18</b>
<b>3.1. BUDGET PRINCIPAL.....</b>	<b>p. 18</b>
<b>3.2. BUDGET ANNEXE.....</b>	<b>p. 19</b>
<b>3.3. VOLUME GLOBAL.....</b>	<b>p. 19</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>p. 20</b>

## **INTRODUCTION**

Le compte administratif 2011 est marqué par des charges de fonctionnement stabilisées, celles-ci ne progressant que de 0,85 %. Les recettes de fonctionnement, dont la structure a évolué suite à l'application de la réforme de la fiscalité en 2011, affichent une croissance légèrement supérieure, soit 3,78%.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 228,4 M€ en y intégrant les opérations financières.

L'exécution budgétaire 2011, que je sou mets à votre approbation, permet aussi de relever des indicateurs pertinents qui soulignent la gestion financière de la collectivité :

- un niveau d'exécution équilibré toutes sections confondues avec un taux de consommation de :
  - 95 % pour les dépenses,
  - 100,9 % pour les recettes,
- un partenariat et un équilibre financier maintenus :
  - avec un niveau de subventionnement accordé aux tiers qui atteint 62,6 M€ en investissement et 29,8 M€ en fonctionnement,
  - avec des travaux réalisés pour le compte de tiers qui se sont élevés à 3,9 M€,
  - avec un recours à l'emprunt de 70 M€ qui couvre 51,5 % des investissements réalisés,
  - avec une épargne brute de 88,5 M€ (contre 72,7 M€ en 2010),
  - par un résultat brut cumulé de 45,6 M€, dont 11,5 M€ de subvention exceptionnelle de l'Etat.

## 1. SITUATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

### 1.1. LES RESSOURCES

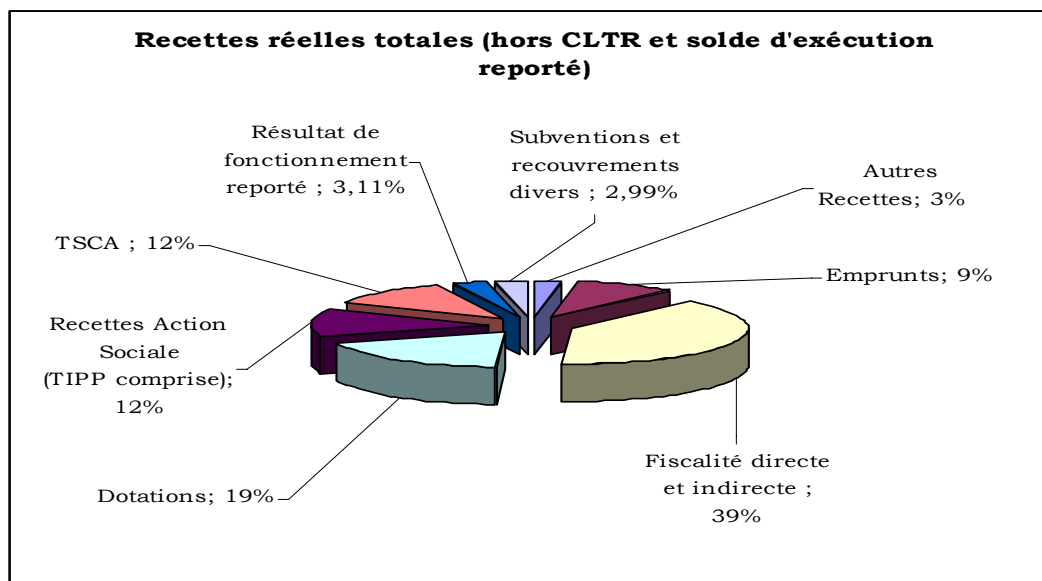
Le compte administratif de l'exercice 2011 affiche un volume global de recettes réelles de 826,8 M€, avec une très légère inflexion (- 0,38 %) par rapport à l'exercice précédent.

Ces ressources se répartissent entre la section de fonctionnement (665,4 M€) et la section d'investissement (161,4 M€).

Décomposition de la constitution des ressources du département :

en M€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Total recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>514,5</b>	<b>571,6</b>	<b>638,5</b>	<b>621,0</b>	<b>615,9</b>	<b>641,2</b>	<b>665,4</b>
Résultats de fonctionnement N -1 reporté	32,1	32,8	25,9	33,3	23,7	20,4	24,1
Fiscalité directe	225	252,0	259,3	271,9	283,6	288,6	233,6
Fiscalité indirecte	57,8	65,7	70	60,7	50,2	59,5	70,2
Dotations	118,4	122,9	125,3	126,8	129,9	130,8	131,2
Recettes action sociale (y compris TIPP)	61,3	67,0	74,5	81,8	87,5	100,5	96,8
TSCA taxe conventions d'assurance	11,4	13,4	26,9	32,9	31,1	30,5	89,5
Reprise sur provisions			45,7				
Divers	8,5	17,8	10,9	13,6	9,8	10,9	19,9
<b>Total recettes réelles d'investissement</b>	<b>87,4</b>	<b>101,7</b>	<b>141,4</b>	<b>160,7</b>	<b>192,7</b>	<b>188,8</b>	<b>161,4</b>
Emprunts	30	15,0	50	80	95,0	93,2	70,0
Dotations	17,6	20,7	15,2	15,2	28,8	18,5	17,4
Subventions et recouvrements divers	13,7	20,5	26,5	18,7	25,5	22,4	23,2
Crédit Révolving	26,1	45,5	49,7	46,8	43,4	54,7	50,8
<b>Solde d'exécution N-1 reporté</b>	<b>66,2</b>	<b>45,9</b>	<b>84,7</b>	<b>115,0</b>	<b>76,4</b>	<b>29,2</b>	<b>23,3</b>
<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>668,1</b>	<b>719,2</b>	<b>864,6</b>	<b>896,7</b>	<b>885,0</b>	<b>859,2</b>	<b>850,1</b>

Présentation de cette décomposition par typologie :



### 1.1.1. La fiscalité directe et les dotations afférentes 233,6 M€

L'année 2011 est marquée par la nouvelle recomposition des ressources départementales issues de la réforme fiscale.

Le transfert des parts départementales de la taxe d'habitation et du foncier non bâti au bloc communal, ainsi que la suppression en 2010 de la taxe professionnelle, a, en effet, été suivi par l'attribution d'un nouveau panier de ressources.

Le Département perçoit à compter de 2011, 48,5 % de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), une fraction de l'Impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER), le supplément des droits de mutations (dont le taux passe de 3,6 % à 3,8 %), une nouvelle part de la Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurances (TSCA), une part des frais de gestion de l'Etat et, enfin, des dotations qui ont vocation à nous garantir le niveau antérieur de ressources (Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle – DCRTP - et Fonds National de Garantie Individuel des Ressources - FNGIR). Ces deux dernières composantes sont figées dans le temps.

Ces changements majeurs de la composition des ressources rendent difficiles la comparaison entre les exercices.

A compter de 2011, le Département conserve uniquement le pouvoir de fixer le taux du foncier bâti. Cette année-là nous avons retenu le taux de référence, sans aucune augmentation pour le foncier bâti, en bénéficiant uniquement de l'effet des bases.

Le produit des contributions directes de **198,3 M€**, outre des rôles supplémentaires, est désormais composé de produit du foncier bâti (93,9 M€), de la CVAE (75 M€), de l'IFER (4,1 M€) et du FNGIR (21,9 M€), étant précisé les taux d'impositions de la CVAE et l'IFER sont établis au niveau national.

Evolution de la fiscalité directe M€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Produit fiscal (731)</b>	<b>214,8</b>	<b>242,4</b>	<b>250,1</b>	<b>264,3</b>	<b>276,9</b>	<b>281,9</b>	<b>198,3</b>
dont FNGIR							21,9
	+ 8,1 %	+ 12,9 %	+ 3,2%	+ 5,7%	+ 4,8%	+ 1,8%	- 29,7%
<b>Allocations compensatrices versées</b>	<b>10,2</b>	<b>9,6</b>	<b>9,2</b>	<b>7,6</b>	<b>6,8</b>	<b>6,7</b>	<b>6,7</b>
	+ 1,0 %	- 5,9 %	- 4,2%	- 17,4%	- 10,5%	- 1,5%	+ 0,0%
<b>DCRTP</b>							<b>28,5</b>
<u>Produit global</u>	<u>225,0</u>	<u>252,0</u>	<u>259,3</u>	<u>271,9</u>	<u>283,7</u>	<u>288,6</u>	<u>233,5</u>
Evolution du produit	+ 7,7%	+ 12,0%	+ 2,9%	+ 4,9%	+ 4,3%	+ 1,7%	- 19,1%
Montant des allocations/dotations de réforme fiscale	10,2	9,6	9,2	7,6	6,8	6,7	57,1
Part des allocations/dotations de réforme fiscale dans le produit global	4,5%	3,8%	3,5%	2,8%	2,4%	2,3%	24,5%
Pour mémoire augmentation votée des taux	+ 2,9 %	+ 9,0 %	+ 4,4 %	+ 2,9 %	+ 2,8 %	+ 1,8 %	+ 0,0 %

Le montant de la DCRTP s'élève, quant à lui, à 28,5 M€. On observe alors que les recettes fiscales d'avant la réforme sont remplacées pour 50,4 M€ par un produit de dotation sans aucune possibilité d'évolution, et qui seront donc en baisse en valeur réelle du fait de l'inflation.

Le montant total des allocations compensatrices, destinées à compenser les exonérations et dégrèvements accordés par l'Etat en matière d'impôts locaux, reste stable à 6,7 M€, grâce au transfert des allocations du foncier bâti régional. La part des dotations et allocations liées à la fiscalité directe représente ainsi 24,5 %.

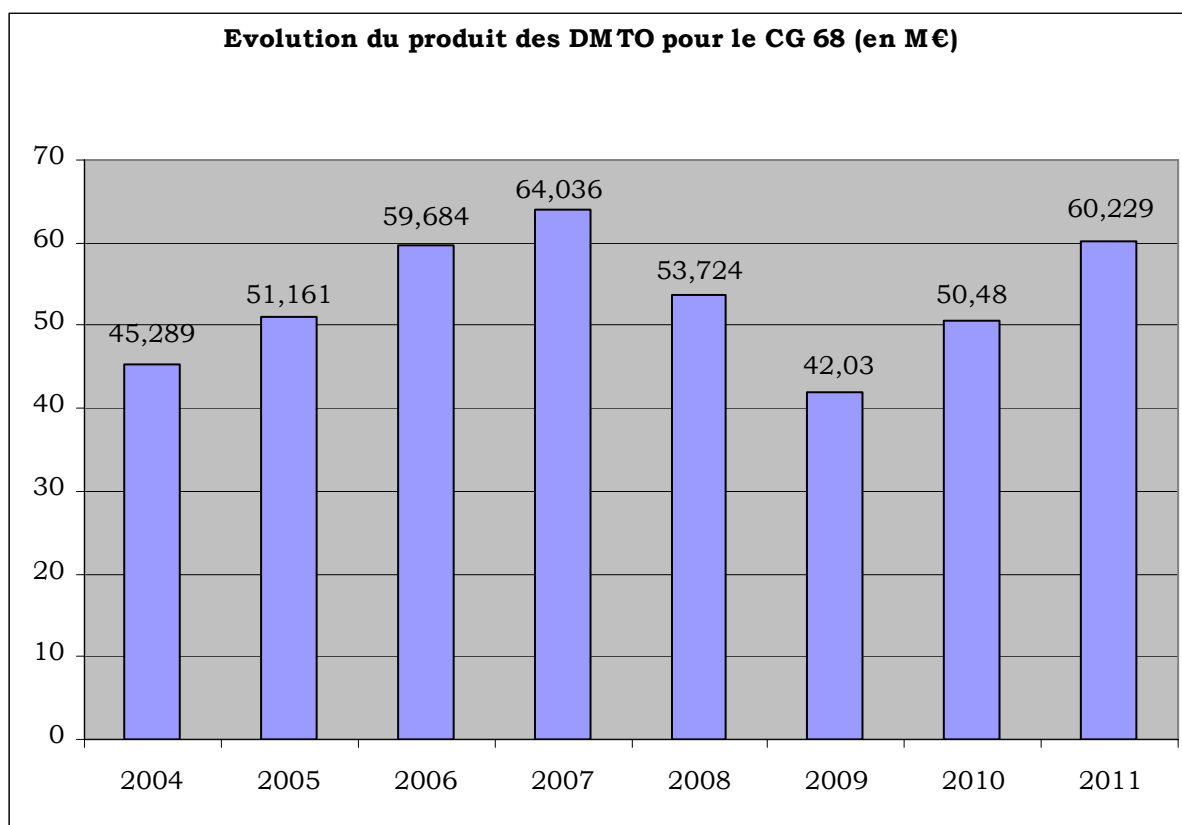
L'évolution négative du produit de la fiscalité directe s'explique par l'attribution au Département de la nouvelle part de la Taxe Spéciale Sur les Conventions d'Assurances (TSCA, 59,1 M€) mais également par un transfert des DMTO de l'Etat de 3 M€ environ.

### 1.1.2. La fiscalité indirecte : 70,2 M€

La tendance à la hausse, amorcée en 2010, s'est accrue fortement en 2011 pour retrouver un niveau global presque similaire à celui de 2007. Cependant, la composition du total n'est pas la même. La taxe sur les espaces naturels sensibles, perçue à compter de 2009, atteint les 3 M€. La taxe sur l'électricité s'est également accrue à 6,6 M€, notamment en raison de la réforme introduite par la loi NOME du 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'évolution plus favorable des droits de mutation, comparée aux trois dernières années, est en partie due au transfert des DMTO de l'Etat (d'environ 3 M€) dans le cadre de la réforme fiscale ainsi qu'à la reprise des transactions du marché immobilier.

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Fiscalité indirecte</b>	<b>65,7 M€</b>	<b>70,0 M€</b>	<b>60,7 M€</b>	<b>50,2 M€</b>	<b>59,5 M€</b>	<b>70,2 M€</b>
	+ 13,7%	+ 6,5%	- 13,3%	- 17,3%	+ 18,5%	+ 18,0%
droits de mutation	59,7 M€	64,0 M€	53,7 M€	42,0 M€	50,5 M€	60,2 M€
	+ 16,6%	+ 7,2%	- 16,1%	- 21,8%	+ 20,2%	+ 19,3%
taxe sur espaces naturels sensibles	- €	- €	0,7 M€	1,5 M€	2,5 M€	3,0 M€
				+ 114,3%	+ 66,7%	+ 20,0%
Taxe sur l'électricité	5,5 M€	5,5 M€	5,6 M€	6,2 M€	6,2 M€	6,6 M€
	+ 1,9%	+ 0,0%	+ 1,8%	+ 10,7%	+ 0,0%	+ 6,5%
Autres taxes	0,5 M€	0,5 M€	0,7 M€	0,5 M€	0,3 M€	0,4 M€
	+ 67%	+ 0%	+ 40%	- 28,6%	- 40,0%	+ 33%

Les droits de mutation (taxe départementale et taxe additionnelle) s'élèvent ainsi à 60,23 M€, soit quasiment la même progression qu'en 2010, + 19,3 % (9,7 M€).



### 1.1.3. Les dotations de l'Etat : 148,6 M€

Evolution des dotations	2002 M€	2003 M€	2004 M€	2005 M€	2006 M€	2007 M€	2008 M€	2009 M€	2010 M€	2011 M€
Dotations d'investissement	11,1	13,1	16,7	17,5	20,7	15,2	15,2	28,8	18,5	17,4
<i>Part dans les recettes d'investissement réelles</i>	12,9 %	13,3 %	18,4 %	20,0%	20,3%	10,8%	9,5%	14,9%	9,80%	14,4%
Dotations de fonctionnement	91,9	94,5	126,5	118,4	122,9	125,3	126,8	129,9	130,8	131,21
<i>Part dans les recettes de fonctionnement réelles</i>	22,8 %	21,2 %	25,6 %	24,5%	21,5%	19,6%	21,6%	21,9%	21%	20,5%
<b>Total dotations</b>	<b>103,0</b>	<b>107,6</b>	<b>143,2</b>	<b>135,9</b>	<b>143,6</b>	<b>140,5</b>	<b>142</b>	<b>158,7</b>	<b>149,3</b>	<b>148,6</b>
<i>Part dans le budget</i>	21,1 %	19,8 %	24,5 %	23,8%	20,0%	18,0%	19,0%	20,2%	18,44%	19,49%

Les recettes d'investissement et de fonctionnement, sous forme de concours de l'Etat, représentent 19,4 % du budget départemental en 2011, contre 18,4 % en 2010.

Le montant des dotations d'investissement encaissé, soit 17,4 M€, est étroitement lié aux investissements directs et indirects effectués par le Département.

Le fonds de compensation de la T.V.A. en est la principale composante (12,7M€).

Le second poste significatif est la Dotation Départementale d'Equipement des Collèges (D.D.E.C.) qui représente 3,94 M€.

Les dotations de fonctionnement versées s'élèvent à 131,2 M€ réparties entre la Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) pour 127,2 M€ et la Dotation Générale de Décentralisation (D.G.D.) pour 4,0 M€.

### 1.1.4. Les autres recettes hors emprunt : 304,3 M€

hors la fiscalité, les dotations et l'emprunt, les autres recettes s'élèvent à 304,3 M€, dont :

- l'excédent cumulé 2010 repris : 24,1 M€ (20,4 M€ en 2009)
- les recouvrements d'aide sociale hors APA et RMI : 26,5 M€
- les compensations au titre de l'APA : 15,3 M€ ; de la PCH : 5,6 M€, des MDPH : 0,7 M€
- le Fonds Mobilisation Départemental pour l'Insertion (F.M.D.I.) : 8 M€
- le versement de l'Etat pour allocations RMI (T.I.P.P.) : 40,7 M€
- la taxe sur les conventions d'assurance T.S.C.A. : 89,5 M€
- le produit des opérations de crédit revolving : 50,8 M€.

### 1.1.5. L'emprunt : 70 M€

Le volume d'emprunt réalisé s'élève à 70 M€. Cette souscription porte le stock de la dette à 464 141 935 € au 31 décembre 2011, soit 607 € par habitant. Le taux moyen s'élève à 3,02 %.

La structure de l'encours restant dû présente 55,54 % d'emprunts à taux fixe, dont 11,78 % de taux structurés non toxiques et 44,46 % d'emprunts à taux variable dont 1,38 % de taux structuré.

Le recours à l'emprunt diminue de 7,5 % par rapport à l'exercice précédent. La capacité de désendettement passe de 5,69 à 5,25 années au 31 décembre 2011.

## 1.2. LES DEPENSES

### Présentation fonctionnelle du CA 2011 (dépenses réelles)

	Fonctionnement	Investissement	Total	Part dans le CA	valeur (en €/hab)
<b>Services généraux</b>	<b>71 669 208,44</b>	<b>2 419 349,99</b>	<b>74 088 558,43</b>	<b>9,48%</b>	<b>98</b>
<b>Sécurité</b>	<b>21 704 176,14</b>	<b>1 218 863,25</b>	<b>22 923 039,39</b>	<b>2,93%</b>	<b>30</b>
dont SDIS	21 687 149,03		21 687 149,03	2,78%	29
<b>Enseignement</b>	<b>17 817 243,36</b>	<b>22 856 755,78</b>	<b>40 673 999,14</b>	<b>5,21%</b>	<b>54</b>
dont collèges	14 965 035,04	17 860 898,10	32 825 933,14	4,20%	43
dont enseignement supérieur	674 383,38	3 633 774,11	4 308 157,49	0,55%	6
<b>Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs</b>	<b>11 311 343,70</b>	<b>8 672 990,32</b>	<b>19 984 334,02</b>	<b>2,56%</b>	<b>26</b>
dont culture	5 889 614,54	790 113,10	6 679 727,64	0,86%	9
dont patrimoine	2 337 183,81	2 923 706,94	5 260 890,75	0,67%	7
<b>Prévention médico-sociale</b>	<b>2 851 856,47</b>	<b>6 347,03</b>	<b>2 858 203,50</b>	<b>0,37%</b>	<b>4</b>
dont PMI et planification familiale	1 019 199,71	0,00	1 019 199,71	0,13%	1
dont prévention et éducation pour la santé	1 528 939,18		1 528 939,18	0,20%	2
<b>Action sociale (hors RMI, APA et RSA)</b>	<b>222 348 265,74</b>	<b>10 071 998,52</b>	<b>232 420 264,26</b>	<b>29,75%</b>	<b>308</b>
dont famille et enfance	83 009 618,68	1 397 435,00	84 407 053,68	10,80%	112
dont personnes handicapées	86 706 752,24	532 204,18	87 238 956,42	11,17%	116
dont personnes âgées	20 811 056,19	7 813 679,52	28 624 735,71	3,66%	38
<b>RMI - RMA</b>	<b>3 848 740,82</b>		<b>3 848 740,82</b>	<b>0,49%</b>	<b>5</b>
<b>APA</b>	<b>49 326 273,38</b>		<b>49 326 273,38</b>	<b>6,31%</b>	<b>65</b>
<b>RSA</b>	<b>79 339 585,35</b>	<b>39 070,00</b>	<b>79 378 655,35</b>	<b>10,16%</b>	<b>105</b>
<b>Réseaux et infrastructures</b>	<b>11 593 747,61</b>	<b>64 315 314,25</b>	<b>75 909 061,86</b>	<b>9,72%</b>	<b>101</b>
dont routes et voirie	5 814 767,00	26 811 202,94	32 625 969,94	4,18%	43
dont viabilité hivernale	5 034 520,62		5 034 520,62	0,64%	7
<b>Aménagement et environnement</b>	<b>8 525 455,05</b>	<b>15 403 274,45</b>	<b>23 928 729,50</b>	<b>3,06%</b>	<b>32</b>
<b>Transports</b>	<b>30 691 413,08</b>	<b>126 423,17</b>	<b>30 817 836,25</b>	<b>3,94%</b>	<b>41</b>
dont transports scolaires	30 605 131,29		30 605 131,29	3,92%	41
<b>Développement économique</b>	<b>7 907 013,09</b>	<b>12 313 952,44</b>	<b>20 220 965,53</b>	<b>2,59%</b>	<b>27</b>
dont industrie, commerce et artisanat	341 020,00	5 020 984,50	5 362 004,50	0,69%	7
dont développement touristique	3 727 863,12	4 418 346,10	8 146 209,22	1,04%	11
dont Laboratoire Vétérinaire Départemental	812 969,11		812 969,11	0,10%	1
<b>Annuité de la dette</b>	<b>12 551 748,84</b>	<b>35 783 694,30</b>	<b>48 335 443,14</b>	<b>6,19%</b>	<b>64</b>
<b>Opérations non ventilées</b>	<b>1 351 201,95</b>	<b>55 184 072,86</b>	<b>56 535 274,81</b>	<b>7,24%</b>	<b>75</b>
<b>TOTAL</b>	<b>552 837 273,02</b>	<b>228 412 106,36</b>	<b>781 249 379,38</b>	<b>100,00%</b>	<b>1 035</b>

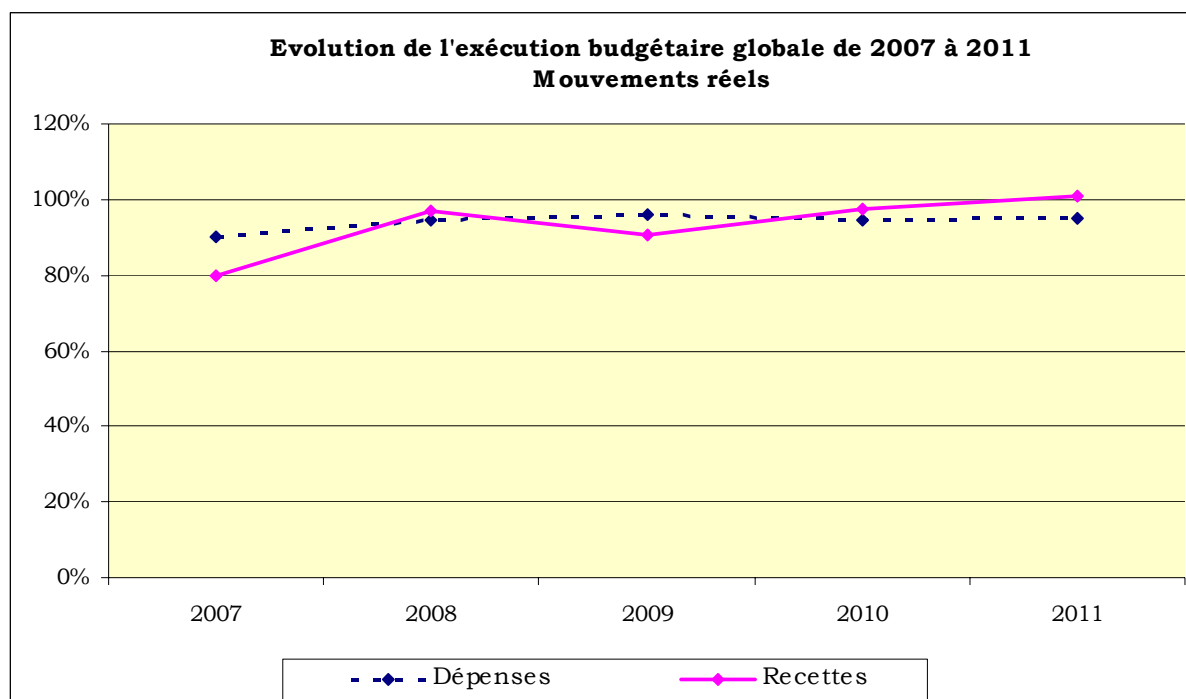
Les dépenses réelles : 781,2 M€

L'exécution de l'année 2011 affiche un niveau élevé du taux de consommation des dépenses avec une réalisation des dépenses d'investissement à hauteur de 88,2 % (hors CLTR – Contrat à Long Terme Renouvelable) et des dépenses de fonctionnement à hauteur de 97,4%.



Evolution de l'exécution budgétaire de 2007 à 2011 (mouvements réels hors CLTR) :

	2007		2008		2009		2010		2011	
	Réalisé	%	Réalisé	%	Réalisé	%	Réalisé	%	Réalisé	%
<b>Investissement</b>										
Dépenses	212 333 089,36	86,5%	239 159 721,47	88,1%	223 475 833,57	91,3%	202 994 765,66	91,5%	177 596 213,83	88,2%
Recettes	91 689 603,06	60,8%	113 880 687,66	66,1%	149 275 889,59	88,6%	134 066 455,96	92,1%	110 568 921,87	85,7%
Résultat de la section	-115 021 828,70		-76 424 783,45		-29 183 442,19		-23 354 310,96		-22 916 920,72	
<b>Fonctionnement</b>										
Dépenses	438 855 319,42	90,0%	471 633 974,08	91,2%	521 375 638,59	97,3%	548 201 271,97	95,6%	552 837 273,02	97,4%
Recettes	638 565 209,16	100,9%	620 640 859,82	100,7%	615 937 463,61	100,6%	641 230 413,66	98,7%	665 439 407,28	103,9%
Résultat de la section	148 353 526,97		100 152 635,38		49 545 323,23		47 455 143,00		68 491 763,02	
Résultat de clôture	33 331 698,27		23 727 851,93		20 361 881,04		24 100 832,04		45 574 842,30	



Suivi l'exécution budgétaire de 2006 à 2011 (dépenses réelles)

Dépenses	CA 2006	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	BP 2011	BP + DM 2011	CA 2011	Variation CA	
									%	M€
<b>Investissement</b>	<b>242,2</b>	<b>262,1</b>	<b>286</b>	<b>266,9</b>	<b>257,7</b>	<b>250,7</b>	<b>253,3</b>	<b>228,4</b>	<b>-11,4%</b>	<b>-29,3</b>
% réalisation	76,4 %	86,5 %	89,8 %	92,6 %	93,1 %	91,1 %		90,2 %		
<b>Fonctionnement</b>	<b>404,0</b>	<b>438,9</b>	<b>471,6</b>	<b>521,4</b>	<b>548,2</b>	<b>556,9</b>	<b>567,8</b>	<b>552,8</b>	<b>0,8%</b>	<b>4,6</b>
% réalisation	95,4 %	90,6 %	91,2 %	97,3 %	95,6 %	99,3 %		97,4 %		
<b>TOTAL</b>	<b>646,2</b>	<b>701</b>	<b>757,6</b>	<b>788,3</b>	<b>805,9</b>	<b>807,6</b>	<b>821,1</b>	<b>781,2</b>	<b>-3,1%</b>	<b>-24,7</b>
% réalisation	87,3 %	89,0 %	90,7 %	95,7 %	94,8 %	96,7 %		95,1 %		
<b>Part des investissements</b>	37,5 %	37,4 %	37,8 %	33,9 %	32,0 %			29,2 %		
<b>Part du fonctionnement</b>	62,5 %	62,6 %	62,2 %	66,1 %	68,0 %			70,8 %		

Cette situation reflète une évolution contenue de 0,84 % des charges de fonctionnement, lesquelles ont représenté, en 2011, 70,8 % de notre volume budgétaire contre 68 % en 2010, ainsi qu'un recalibrage de nos dépenses d'investissement.

### 1.2.1. Les dépenses d'investissement : 228,4 M€

Dépenses	CA 2007	%	CA 2008	%	CA 2009	%	CA 2010	%	CA 2011	%	Variation N/N-1	
		Réal.		Réal.		Réal.		Réal.		Réal.	M€	%
<b>Investissement</b>	<b>262</b>	<b>86,51%</b>	<b>286</b>	<b>89,83%</b>	<b>266,9</b>	<b>73,20%</b>	<b>257,7</b>	<b>93,07%</b>	<b>228,4</b>	<b>90,19%</b>	<b>-29,3</b>	<b>-11,4%</b>
- équipements directs	81,4		113,4		98,3		81,1		69,4		-11,7	-14,4%
- subventions	83		90,2		83		76		62,6		-13,4	-17,6%
- travaux p/ tiers	5,6		6,1		7,1		5,6		3,9		-1,7	-30,4%
- opérations financières	92		76,3		78,5		95,0		92,5		-2,5	-2,6%
<i>dont remboursement de la dette</i>	37,3		24		24,7		33,6		35,8		2,2	6,5%
<i>CLTR</i>	49,7		46,8		47		54,7		50,8		-3,9	-7,1%
<i>avances remboursables et autres</i>	5		5,5		6,8		6,6		5,9		-0,7	-10,6%

Les dépenses réelles d'investissement marquent une diminution de 11,4 % par rapport à l'année 2010.

Structure comparée des CA 2010 et 2011 :

INVESTISSEMENT				
	chapitre	2010	2011	variation
Réels	équipements départementaux	81 070 735,04	69 408 039,25	-14,39%
	équipements non départementaux	75 990 817,94	62 600 532,31	-17,62%
	subventions d'investissements	5 000,00	3 885,00	-22,30%
	travaux pour compte de tiers	5 666 783,98	3 890 975,62	-31,34%
	dépenses financières	94 979 352,41	92 508 674,18	-2,60%
	<b>Total opérations réelles</b>	<b>257 712 689,37</b>	<b>228 412 106,36</b>	<b>-11,37%</b>
	opérations patrimoniales + mvts ordre	16 211 552,33	12 118 407,98	-25,25%
	Solde d'exécution reporté	29 183 442,19	23 332 830,17	-20,05%
	<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>303 107 683,89</b>	<b>263 863 344,51</b>	<b>-12,95%</b>

L'exercice 2011 affiche un taux de couverture (dépenses d'équipement sur l'autofinancement net) de 75,9 % contre 51,72 % en 2010 et 46,87 % en 2009.

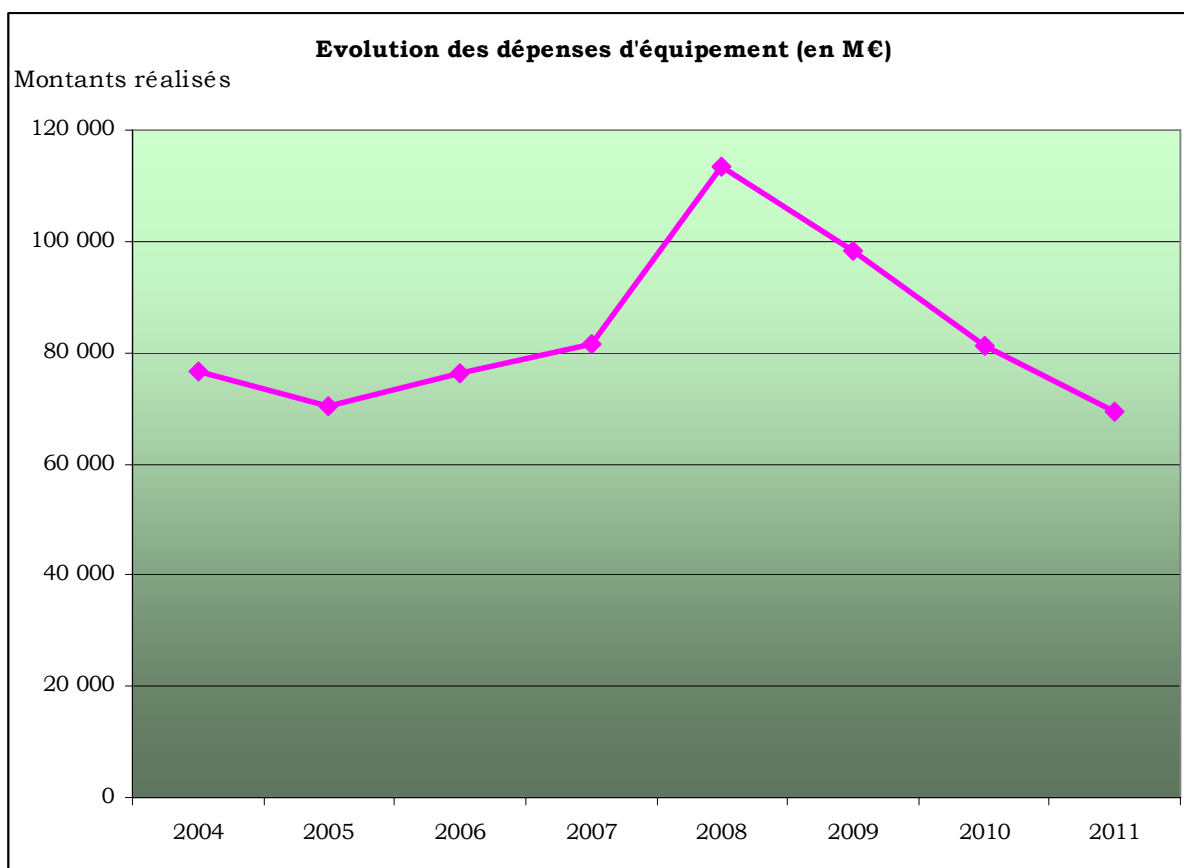
Pour mémoire, l'autofinancement net est le solde des opérations réelles de fonctionnement auquel on retranche le montant des remboursements en capital de la dette de l'année.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Autofinancement net	95 488 389,23	96 624 624,63	107 990 899,07	104 248 294,45	95 048 417,02	46 094 424,77	41 929 325,79	52 695 578,60
Dépenses d'équipement départementaux	76 760 698,05	70 419 334,38	76 162 738,71	81 394 340,83	113 428 045,89	98 340 974,65	81 070 735,04	69 408 039,25
Taux de couverture	124,40%	137,21%	141,79%	128,08%	83,80%	46,87%	51,72%	75,92%

#### 1.2.1.1. Les équipements départementaux : 69,4 M€

La volonté du Département de ralentir la croissance de l'encours de la dette l'a contraint à appliquer une politique de resserrement des investissements.

Le montant affecté aux dépenses d'investissement directes en 2011 est de 69,4 M€, pour 81,07 M€ en 2010, soit un budget d'équipement équivalent à celui de l'année 2005.



Décomposition patrimoniale des dépenses :

Dépenses équipements :	2010		2011	
	Montant (M€)	Pourcentage (%)	Montant (M€)	Pourcentage (%)
<b>Réseaux et installations de voirie :</b>	<b>51 270 537,90</b>	<b>63,24%</b>	<b>39 127 120,49</b>	<b>56,37%</b>
Travaux, aménagement et installations (collèges et autres bâtiments) :	9 294 176,29	11,46%	12 972 254,72	18,69%
Acomptes versés - MOD :	7 350 070,04	9,07%	4 860 017,74	7,00%
Bâtiments publics - Travaux et aménagement :	5 499 706,73	6,78%	6 458 207,96	9,30%
Immobilisations renouvelables :	3 838 139,45	4,73%	3 366 746,39	4,85%
Terrains, plantations et aménagement :	1 577 545,20	1,95%	237 351,96	0,34%
Réseaux divers - travaux et aménagement :	717 291,67	0,88%	511 405,33	0,74%
Logiciels et progiciels :	527 176,46	0,65%	689 907,25	0,99%
Frais d'études :	472 240,44	0,58%	444 810,91	0,64%
Frais d'insertion :	200 820,32	0,25%	90 856,25	0,13%
Bâtiments privés - Travaux et aménagement :	177 898,55	0,22%	544 132,34	0,78%
Autres immobilisations incorporelles :	145 176,46	0,18%	105 227,91	0,15%

Dans les dépenses relatives au travaux de voirie, on peut citer : les travaux de renforcement des RD (8,6 M€), le calibrage (4,4 M€), la signalisation (1,3 M€), les grandes opérations en cours comme la déviation d'Aspach (3,2 M€), la déviation de Retzwiller (3 M€) et la rocade ouest de Colmar (4,5 M€).

Un montant de 1,2 M€ a été consacré aux travaux des gendarmeries.

### 1.2.1.2. Les équipements non départementaux et travaux pour compte de tiers : 66,5 M€

Les travaux effectués par la collectivité pour le compte de tiers se sont élevés en 2011 à 3 890 975,62 € contre 5 666 783,98 € au cours de l'exercice 2010.

Les subventions d'équipement versées en 2011 pour un montant de 62 600 632,31 € représentent 27,4 % de nos dépenses réelles d'investissement, contre 29,5 % en 2010.

Tableau récapitulatif des aides apportées en investissement par catégorie de bénéficiaires :

Bénéficiaires des subventions d'équipement	2009		2010		2011		Evolution 2010/2011
	Montant versé	Structure en %	Montant versé	Structure en %	Montant versé	Structure en %	
Etat	369 446,60	0,45%	3 425 341,00	4,51%	3 719 494,67	5,94%	8,59%
Régions	19 724,60	0,02%	16 173,40	0,02%	30 345,00	0,05%	87,62%
Départements	11 665,24	0,01%		0,00%			
Communes et structures intercommunales	34 621 764,41	41,77%	26 696 438,47	35,13%	22 478 118,01	35,91%	-15,80%
Autres groupements de collectivités (syndicats mixtes d'aménagement de la montagne)	2 642 622,74	3,19%	3 767 962,47	4,96%	2 226 401,38	3,56%	-40,91%
SPIC	306 900,00	0,37%	921 370,00	1,21%	1 823 048,00	2,91%	97,86%
Autres établissements publics locaux (Bioscope, université Haute Alsace, hôpitaux locaux, organismes de logements)	4 597 305,41	5,55%	6 736 233,68	8,86%	6 857 546,99	10,95%	1,80%
Organismes publics divers (réseau ferré de France, GILFAM, conseils de fabrique, paroisses)	20 861 058,29	25,17%	14 876 375,09	19,58%	7 269 746,60	11,61%	-51,13%
Personnes de droit privé (Ecomusée, musées, sociétés immobilières, associations)	19 368 358,94	23,37%	19 474 273,83	25,63%	18 195 831,66	29,07%	-6,56%
Etablissements scolaires	78 592,00	0,09%	76 650,00	0,10%			
<b>TOTAL</b>	<b>82 877 438,23</b>	<b>100,00%</b>	<b>75 990 817,94</b>	<b>100,00%</b>	<b>62 600 532,31</b>	<b>100,00%</b>	<b>-8,31%</b>

### 1.2.1.3. Les dépenses financières : 92,5 M€

En matière de dette, bien que le recours à l'emprunt ait baissé de 23 M€ de 2010 à 2011, l'encours de la dette au 31 décembre est passé de 429,9 M€ en 2010 à 464,1 M€ en 2011. Ainsi, le remboursement de la dette en capital à l'échéance est passé de 33,6 M€ en 2010 à 35,8 M€.

### 1.2.2. Les dépenses de fonctionnement

Structure comparée des CA 2010 et 2011 :

FONCTIONNEMENT					
	chapitre	2010	2011	variation	
Réels	charges à caractère général	66 915 664,53	65 663 015,08	-1,87%	
	charges de personnel	98 449 120,79	97 544 605,53	-0,92%	
	autres charges de gestion courante	241 421 384,83	245 946 032,73	1,87%	
	frais de fonctionnement des groupes élus	297 212,27	289 830,01	-2,48%	
	RMI - RMA	2 747 864,49	1 240 616,95	-54,85%	
	APA	48 027 588,54	49 319 540,36	2,69%	
	RSA	78 210 870,20	79 339 585,35	1,44%	
	charges financières	11 727 301,11	13 240 000,00	12,90%	
	charges exceptionnelles	384 906,21	224 557,01	-41,66%	
	atténuation de produits	19 359,00	29 490,00	52,33%	
	<b>Total opérations réelles</b>		<b>548 201 271,97</b>	<b>552 837 273,02</b>	<b>0,85%</b>
	Ordre	dotations aux amortissements	49 501 975,57	50 333 375,14	1,68%
		<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>		<b>597 703 247,54</b>	<b>603 170 648,16</b>

Les dépenses réelles de fonctionnement ont été rigoureusement contenues, elles n'ont augmenté que de 0,85 % par rapport à 2010.

Composition et évolution des dépenses de fonctionnement :

Dépenses	CA 2009	%	% Part	CA 2010	%	% Part	CA 2011	%	% Part	Variation N/N-1	
		Réal.	dans la section		Réal.	dans la section		Réal.	dans la section	M€	%
<b>Fonctionnement</b>	<b>521,4</b>	<b>97,3%</b>	<b>100,0%</b>	<b>548,2</b>	<b>95,6%</b>	<b>100,0%</b>	<b>552,8</b>	<b>96,4%</b>	<b>100,0%</b>	<b>4,6</b>	<b>0,85%</b>
- frais financiers (66)	9,6		1,8%	11,7		2,13%	13,2		2,39%	1,5	12,82%
- frais de personnel (012)	93,5		17,9%	98,4		17,95%	97,5		17,64%	-0,9	-0,92%
- entretien voirie	14,1		2,7%	13,9		2,54%	10,8		1,95%	-3,1	-22,30%
- service incendie	19,2		3,7%	20,6		3,76%	21,7		3,93%	1,1	5,34%
- enseignement	18,7		3,6%	17,9		3,27%	18,7		3,38%	0,8	4,47%
- transport scolaire	28,9		5,5%	30,1		5,49%	30,6		5,54%	0,5	1,66%
- solidarité (hors 012)	285,1		54,7%	306,2		55,86%	309,6		56,01%	3,4	1,11%
* dt : RMI 015	32,4			1,7			0,2			-1,5	-88,24%
APA 016	45,6			48,0			49,3			1,3	2,71%
RSA 017	37,8			78,2			79,3			1,1	1,41%
- autres interventions	52,3		10,0%	49,4		9,01%	50,7		9,17%	1,3	2,63%
* dt contributions obligatoires											
dont :											
subventions	33,3		6,4%	31,4		5,73%	29,8		5,39%	-1,6	-5,10%

#### 1.2.2.1. Les frais financiers

La part des frais financiers versée est en augmentation de 12,82 % par rapport à l'année 2010. C'est le reflet des conséquences, sur la section de fonctionnement, des emprunts contractés en 2010.

#### 1.2.2.2. Les frais de personnel

La part relative des charges de personnel par rapport aux dépenses totales de fonctionnement, soit 17,64 %, a légèrement baissé par rapport à 2010, 17,95 %.

La somme totale affectée aux frais de personnel a enregistré une diminution de 0,92 %.

Cette diminution s'explique notamment par un effectif du personnel départemental qui est passé de 2212 agents en 2010 à 2200 agents en 2011.

#### 1.2.2.3. Entretien de la voirie

Les travaux d'entretien du patrimoine routier Haut Rhinois (2 601 km) ont nécessité en 2011 un montant de 10,8 M€, contre 13,9 M€ pour l'année 2010, soit une diminution de 22,3%.

#### 1.2.2.4. Enseignement

Les dépenses consacrées à l'Enseignement ont augmenté de 4,47 %, passant de 17,9 M€ en 2010 à 18,7 M€ en 2011. Ces dépenses sont composées principalement des dotations de fonctionnement aux collèges qui permettent de financer leurs charges courantes et leurs projets (dépenses d'énergie, travaux, achats de matériels, ressources pédagogiques, entretien courant).

Au titre de l'année 2011, 10,1 M€ ont été alloués aux collèges publics et 4,34 M€ aux collèges privés.

### 1.2.2.5. SDIS

La collectivité a attribué en 2011 un montant de 21,7 M€ au Service Départemental d'Incendie et de Secours pour son fonctionnement.

### 1.2.2.6. Transports scolaires

L'organisation et le financement des transports scolaires a coûté 30,6 M€ en 2011, soit 1,66 % en plus qu'en 2010.

### 1.2.2.7. Aide Sociale

Le poids de l'Aide Sociale, compétence majeure du Département, représente 56 % de nos charges de fonctionnement contre 55,8 % en 2010. Le montant dépensé en 2011 s'est élevé à 309,6M€ (ou 320,9 M€ salaires et frais des assistantes familiales inclus) contre 306,2 M€ en 2010.

Le secteur Enfance et Famille a mobilisé, en 2011, 80,4 M€ dont 56,2 M€ pour les prix de journées des structures d'hébergement.

Les dépenses engagées en 2011 au titre de la Protection Maternelle et de la Santé se sont élevées à 2,85 M€.

L'aide aux Personnes Agées a nécessité 70,14 M€, dont 48,48 M€ pour l'Allocation Personnalisée d'Autonomie.

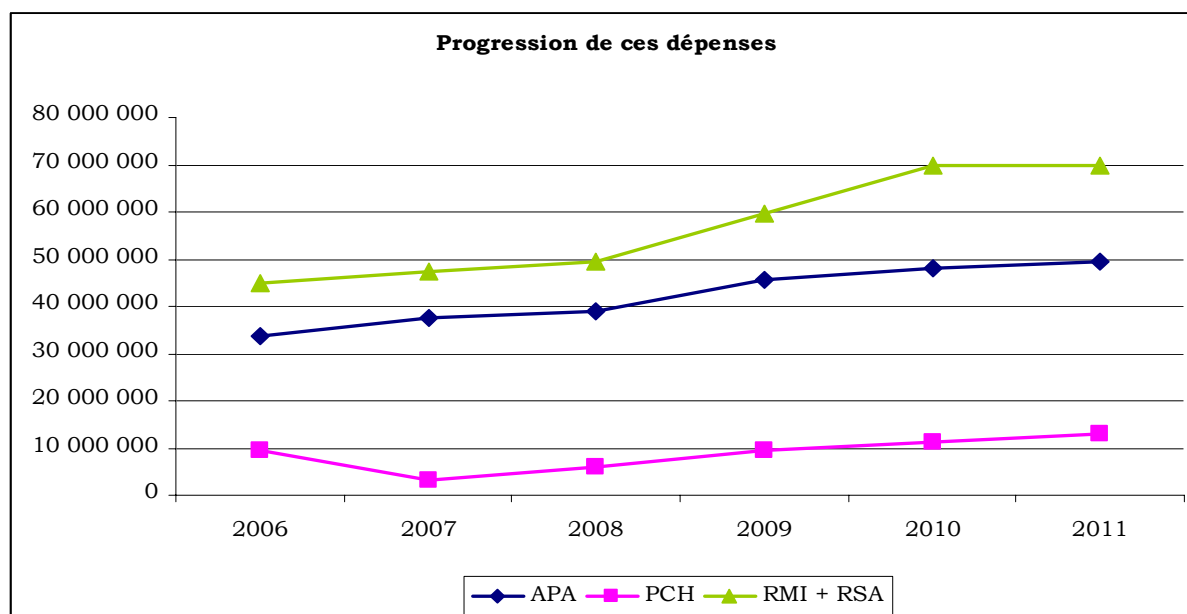
L'aide aux Personnes Handicapées a progressé en 2011 de 3,77 % par rapport à 2010. Elle s'est chiffrée en 2011 à 84,89 M€, dont 63,19 M€ pour les frais d'hébergement et 12,92 M€ pour la Prestation de Compensation du Handicap.

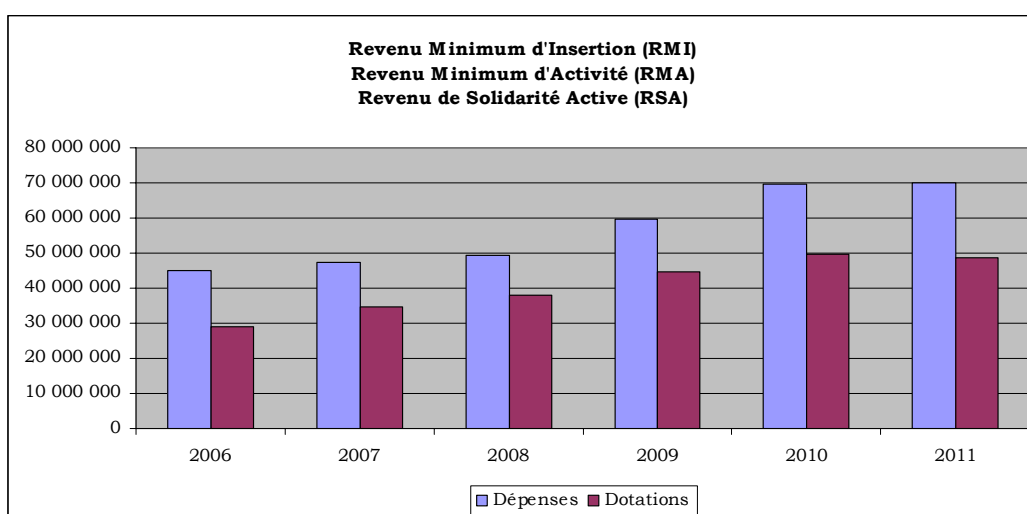
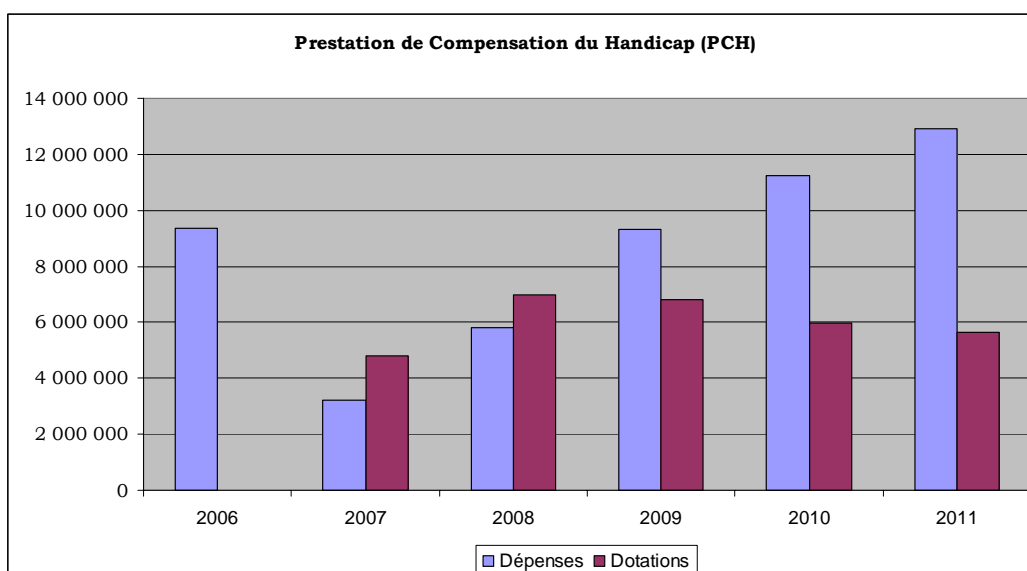
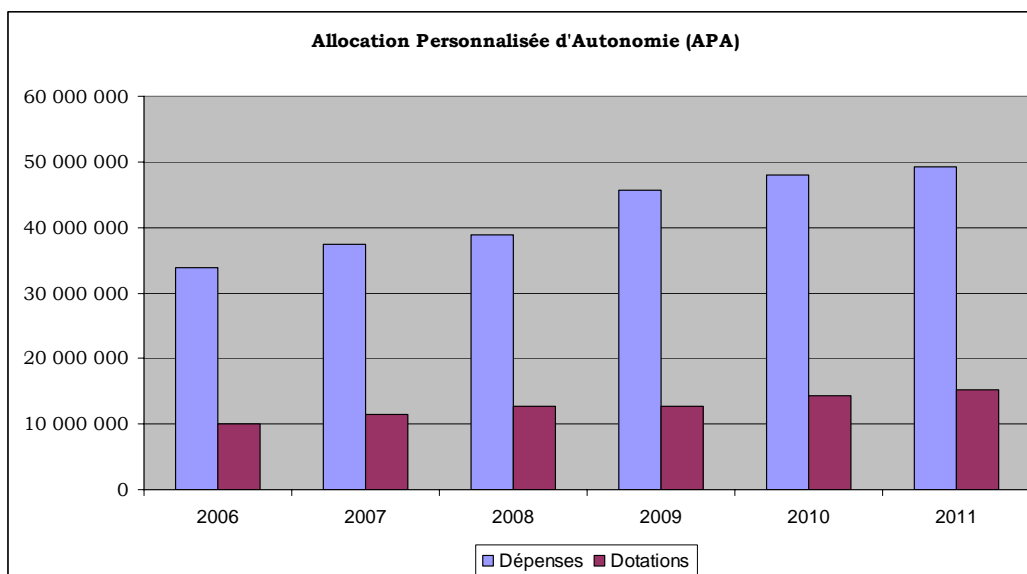
L'année 2011 confirme la montée en puissance préoccupante de cette dernière, soit + 14,75 %.

L'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne a baissé de 2,65 %.

Les Dépenses d'insertion se sont élevées pour 2011 à 82,7 M€. Dans ce montant figurent les allocations RSA pour 69,9 M€.

### Dépenses sociales transférées et leurs compensations versées par l'Etat de 2006 à 2011 :





Il apparaît clairement que les charges transférées par l'Etat ne sont pas couvertes par les transferts de ressources.

**ECARTS ENTRE LES DEPENSES SOCIALES ET LES COMPENSATIONS :**

en M€	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>APA</b>	-23,81	-25,93	-26,02	-32,95	-33,66	-34,06
<b>PCH</b>	-9,35	1,60	1,18	-2,50	-5,29	-7,28
<b>RMI + RSA</b>	-16,13	-12,66	-11,44	-14,95	-20,03	-21,16
<b>TOTAUX</b>	-49,30	-36,99	-36,28	-50,39	-58,97	-62,51

1.2.2.8. Les subventions

La ventilation des subventions de fonctionnement versées en 2011 pour 29,86 M€ est déclinée en fonction du statut des bénéficiaires de la manière suivante :

Bénéficiaires des subventions de fonctionnement	2009		2010		2011		Evolution
	Montant versé	Structure en %	Montant versé	Structure en %	Montant versé	Structure en %	2010/2011
Etat	398 649,00	1,20%	326 567,03	1,04%	160 000,00	0,54%	-51,01%
Région	51 396,19	0,15%	105 729,58	0,34%	31 124,17	0,10%	-70,56%
Départements						0,00%	
Communes et structures intercommunales	3 239 084,22	9,73%	2 039 920,13	6,50%	2 488 992,94	8,33%	22,01%
Autres groupements de collectivités (syndicat mixte aménagement du Hohlandsberg, ...)	1 704 986,00	5,12%	828 323,89	2,64%	873 539,79	2,92%	5,46%
SPIC			9 000,00	0,03%	8 000,00	0,03%	-11,11%
Autres établissements publics locaux (lycées, universités, chambre des métiers, collèges)	3 574 105,36	10,74%	3 488 462,60	11,11%	3 515 555,80	11,77%	0,78%
Organismes publics divers (parc naturel régional des ballons des Vosges, chambre d'agriculture, CNASEA, établissements pénitentiaires, centres hospitaliers, ...)	1 165 516,16	3,50%	1 274 529,10	4,06%	1 270 602,02	4,25%	-0,31%
Personnes de droit privé (CAHR, ADAUHR, association départementale du tourisme du Haut-Rhin, CDMC, les Dominicains de Haute Alsace, centre sportif régional Alsace, associations, ...)	23 155 260,54	69,56%	23 326 207,87	74,29%	21 519 246,79	72,05%	-7,75%
<b>TOTAL</b>	<b>33 288 997,47</b>	<b>100,00%</b>	<b>31 398 740,20</b>	<b>100,00%</b>	<b>29 867 061,51</b>	<b>100,00%</b>	<b>-5,68%</b>

1.2.3. La situation des AP

Le Département a décidé, dès 1999, de présenter son budget d'investissement sous la forme d'autorisations de programmes (AP) et d'apporter ainsi une vision pluriannuelle des investissements projetés. Ces autorisations de programme constituent un engagement politique des dépenses engagées.

La synthèse des AP et CP réalisée fin 2011 laisse apparaître la situation suivante :

- Cumul des AP votées : 989,71 M€
  - Cumul des CP réalisés : 146,43 M€
- Reste à financer dans les prochaines années : 843,28 M€, soit 85,20 %**



## **2. DETERMINATION DU RESULTAT**

L'arrêté des comptes permet de dégager le résultat qui est constitué par le cumul du résultat de l'exercice et du résultat reporté.

### **2.1. LES RESTES A REALISER**

Les restes à réaliser en investissement correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission de titre.

Toutefois, les opérations gérées en AP/CP et la dette ne sont pas reprises dans les restes à réaliser. Il n'y a donc pas lieu de constater de restes à réaliser à ce niveau.

Le montant constaté des restes à réaliser de la section de fonctionnement correspond aux engagements existants, avant la clôture de l'exercice, sur les subventions et participations votées soit 980 429,14 € dont les éléments justificatifs sont annexés au Compte Administratif.

### **2.2. LE SOLDE D'EXECUTION**

Le solde d'exécution de la section d'investissement est constitué par le cumul du solde des émissions de titres et de mandats de l'exercice (écritures réelles et d'ordre) et du résultat reporté.

Le besoin de financement de la section d'investissement, sera couvert lors de l'affectation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement.

	<u>Réalisées</u>
Dépenses d'investissement	263 863 344,51 €
Recettes d'investissement	240 946 423,79 €
	<hr/>
<b>Solde d'exécution (besoin de financement)</b>	<b><u>-22 916 920,72 €</u></b>
Solde de fonctionnement disponible	68 491 763,02 €
	<hr/>
<b>RELIQUAT NET</b>	<b><u>+45 574 842,30 €</u></b>

Le compte de gestion du Payeur Départemental présente un résultat différent aux sections de fonctionnement et d'investissement provenant d'une gestion hors taxe des dépenses et recettes du Laboratoire Vétérinaire Départemental. C'est celui-ci qui est à retenir.

<b>Solde d'exécution d'investissement</b>	<b><u>-22 912 839,18 €</u></b>
Solde de fonctionnement disponible	68 487 676,17 €
	<hr/>
<b>RELIQUAT NET</b>	<b><u>+45 574 836,99 €</u></b>

*(à affecter dans le budget lors de la DM1 2012)*

### **3. BILAN DE L'EXECUTION BUDGETAIRE**

#### **3.1. BUDGET PRINCIPAL**

##### **1. Opérations réelles**

<b>Section</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde</b>
<b>Investissement</b>	228 412 106,36	161 384 814,40	-67 027 291,96
<b>Fonctionnement</b>	552 837 273,02	641 316 545,92	88 479 272,90
<b>Total des opérations réelles</b>	<b>781 249 379,38</b>	<b>802 701 360,32</b>	
<b>Solde des opérations réelles</b>			<b>21 451 980,94</b>

##### **2. Opérations d'ordre**

<b>Section</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>
<b>Investissement</b>	12 118 407,98	56 228 779,22
<b>Fonctionnement</b>	50 333 375,14	6 223 003,90
<b>Total des opérations d'ordre</b>	<b>62 451 783,12</b>	<b>62 451 783,12</b>

##### **3. Résultat 2010**

<b>Section</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde</b>
<b>Investissement</b>	23 332 830,17	23 332 830,17	0,00
<b>Fonctionnement</b>		24 122 861,36	24 122 861,36
<b>Solde du résultat 2009</b>			<b>24 122 861,36</b>

##### **4. Résultat net du CA 2011**

<b>Section</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde</b>
<b>Investissement</b>	263 863 344,51	240 946 423,79	-22 916 920,72
<b>Fonctionnement</b>	603 170 648,16	671 662 411,18	68 491 763,02
<b>Volume budgétaire</b>	<b>867 033 992,67</b>	<b>912 608 834,97</b>	
<b>Résultat</b>			<b>+ 45 574 842,30</b>

### **Résultat 2011 du Budget principal du Compte de Gestion**

#### **Résultat 2010**

<b>Section</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde</b>
<b>Investissement</b>	23 332 830,17		-23 332 830,17
<b>Fonctionnement</b>		47 455 691,53	47 455 691,53
<b>Solde du résultat 2009</b>			<b>24 122 861,36</b>

#### **Résultat net du CA 2011**

<b>Section</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde</b>
<b>Investissement</b>	22 912 839,18		-22 912 839,18
<b>Fonctionnement</b>		68 487 676,17	68 487 676,17
<b>Volume budgétaire</b>	<b>22 912 839,18</b>	<b>68 487 676,17</b>	
<b>Résultat</b>			<b>+ 45 574 836,99</b>

### **3.2. CITE DE L'ENFANCE**

#### **1. Opérations réelles**

<b>Section</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde</b>
<b>Investissement</b>	47 010,26		-47 010,26
<b>Fonctionnement</b>	3 103 772,41	3 023 992,57	-79 779,84
<b>Total des opérations réelles</b>	3 150 782,67	3 023 992,57	
<b>Solde des opérations réelles</b>			<b>-126 790,10</b>

#### **2. Opérations d'ordre**

<b>Section</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>
<b>Investissement</b>		45 016,92
<b>Fonctionnement</b>	45 016,92	
<b>Total des opérations d'ordre</b>	45 016,92	45 016,92

#### **3. Résultat 2010**

<b>Section</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde</b>
<b>Investissement</b>		107 577,91	107 577,91
<b>Fonctionnement</b>		1 144 485,26	1 144 485,26
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>1 252 063,17</b>	<b>1 252 063,17</b>

#### **4. Résultat net du CA 2011**

<b>Section</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde</b>
<b>Investissement</b>	47 010,26	152 594,83	105 584,57
<b>Fonctionnement</b>	3 148 789,33	4 168 477,83	1 019 688,50
<b>Volume budgétaire</b>	<b>3 195 799,59</b>	<b>4 321 072,66</b>	
<b>Résultat</b>			<b>+ 1 125 273,07</b>

Le budget de la Cité de l'Enfance fait l'objet d'un rapport spécifique.

### **3.3. VOLUME GLOBAL**

Le volume budgétaire global de la collectivité, tel qu'il apparaît au compte administratif, s'élève à **870 229 792,26 €** en dépenses et **916 929 907,63 €** en recettes, soit un résultat excédentaire global de **46 700 115,37 €**, dont **45 574 842,30 €** pour le budget principal et **1 125 273,07 €** pour le budget annexe de la Cité de l'Enfance.

Le résultat du budget principal à retenir est celui figurant dans le compte de gestion du Payeur Départemental soit **45 574 836,99 €**.

Je vous propose donc :

- D'arrêter le compte administratif pour l'exercice 2011
- Et de me donner acte de la communication des données prévues par la loi pour accompagner la comptabilité départementale de l'exercice écoulé.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by 'B' and 'T' with a long horizontal stroke extending to the right.

Charles BUTTNER